

**Prise de position du conseil d'administration  
d'EIC Electricity SA, Genève,**

**relative à l'offre publique d'acquisition**

**d'Alpine Select SA, Zoug,  
sur l'ensemble des actions au porteur  
d'EIC Electricity SA, Genève**

Table de matières

1.	Contexte de la présente prise de position .....	1
2.	Recommandation .....	2
3.	L'alternative de la liquidation.....	2
3.1	Procédure de liquidation .....	2
3.2	Produits de réalisation.....	3
	a) Ensys AG für Energiesysteme (www.ensys.de) .....	3
	b) Termobahia Ltda. (www.termobahia.com) .....	5
	c) Scandinavian Energy Finance Limited (www.energissystemsverige.se) .....	6
	d) Autres avoirs nets.....	7
3.3	Coût de la liquidation .....	8
	a) Frais externes (sans gestion de fortune) .....	8
	b) Frais résultant de la résiliation des contrats existants.....	8
	d) Charges fiscales prévisibles.....	9
3.4	Résumé .....	9
4.	Conflits d'intérêts .....	10
5.	Intentions des actionnaires détenant plus de 5% des voix .....	10

**1. Contexte de la présente prise de position**

Le 8 août dernier, Alpine Select SA, Zoug, a présenté une offre publique d'acquisition sur toutes les actions au porteur en mains du public de la société EIC Electricity SA, Genève (ci-après «la Société»). L'offre précitée a été complétée le 28 août 2003 par un avenant. Le prix offert s'élève à 12.87 CHF en espèces par action au porteur. Les termes et les conditions de l'offre, ainsi que son avenant, peuvent être consultés auprès de la Banque Julius Bär & Cie SA, tél. +41-58-888 8090, fax +41-58-888 8099, capitalmarkets@juliusbaer.com. Par la présente, le conseil d'administration de la Société prend position sur l'offre en question.

## 2. Recommandation

Le conseil d'administration recommande aux actionnaires de ne pas accepter l'offre publique d'acquisition présentée par Alpine Select SA. Ceci pour les raisons suivantes:

- Le prix offert, soit 12.87 CHF, représente une perte de 21,14% par rapport à la valeur intrinsèque de l'action EIC (valeur au 26 août 2003). Cette perte est élevée comparée aux baisses moyennes antérieures qui se sont chiffrées à 10% en 1999, 10% en 2000, 7% en 2001, 19% en 2002 et 13% en 2003.
- La liquidation de la Société proposée par le conseil d'administration semble permettre de dégager davantage de valeur en faveur des actionnaires que l'offre présentée par Alpine Select SA. Voir à ce sujet les explications détaillées du ch. 3 ci-après.
- Le conseil d'administration estime que l'offre soumise aux actionnaires est incomplète dans le sens où Alpine Select SA n'indique pas la stratégie qu'elle poursuivrait en cas de reprise de la Société. En particulier, le prospectus de l'annonce de l'offre ne contient aucun engagement relatif à la liquidation de la Société, à la fusion de la Société avec Alpine Select SA ou à la gestion de son patrimoine.
- Néanmoins, certains actionnaires peuvent avoir intérêt à accepter l'offre publique d'acquisition. Par exemple, des actionnaires détenant des participations importantes peuvent souhaiter les aliéner dans le cadre d'une telle offre s'ils ont besoin de liquidités à court terme. Par ailleurs, certaines incertitudes pèsent par nature sur le résultat d'une liquidation. Dès lors, les actionnaires souhaitant éviter les risques seront plutôt enclins à accepter l'offre. Enfin, signalons que les aspects fiscaux abordés au ch. 3.3 let. d ci-après peuvent être importants pour certains investisseurs.

## 3. L'alternative de la liquidation

### 3.1 Procédure de liquidation

Lors de l'assemblée générale du 14 mars 2003, le conseil d'administration d'EIC Electricity SA s'est engagé vis-à-vis des actionnaires à examiner différents choix stratégiques d'ici le milieu de l'année. La liquidation de la Société a été expressément évoquée dans ce cadre. Lors de sa séance ordinaire du 30 juin 2003, le conseil d'administration a décidé, après avoir étudié les différentes alternatives qui se présentaient, de ne plus investir dans de nouveaux projets et de proposer la liquidation de la Société à la prochaine assemblée générale. À ces mesures s'ajoutait une proposition de nouvelle diminution du capital ayant pour but de rembourser aux actionnaires les liquidités disponibles et non utilisées.

À l'heure actuelle, le conseil d'administration prévoit le calendrier suivant pour réaliser les placements dans des sociétés non cotées en bourse (private equity):

- Ensys: jusqu'à mi-2004 environ
- Termobahia: jusqu'à mi-2004 environ
- SEFL: jusqu'à mi-2005 environ

### 3.2 Produits de réalisation

Le conseil d'administration n'offre aucune garantie sur les produits de réalisation prévisibles mentionnés sous ce chiffre. Ceux-ci se basent sur les indications du management des différentes sociétés cibles et sur les évaluations qu'en ont tiré les experts en investissements de la Société, soit EIC Partners AG.

La réalisation des avoirs correspondants dépendra notamment des facteurs suivants: (i) l'évolution économique globale, laquelle peut également exercer une influence positive ou négative sur les sociétés cibles en question; (ii) l'évolution des secteurs économiques et des pays dans lesquels les sociétés cibles sont actives; (iii) l'évolution du cours des devises et de la situation politique des États où les sociétés cibles ont leur siège, en particulier dans le cas des investissements sur les marchés émergents selon let. b ci-après; (iv) le comportement des acheteurs potentiels ou des marchés des IPO en rapport avec les hypothèses de désinvestissements exposées ci-après. Les estimations suivantes supposent que les conditions cadre actuelles ne subiront aucune aggravation majeure.

#### a) *Ensys AG für Energiesysteme (www.ensys.de)*

Fair value actuelle: 2,95 millions ₣ (4,54 millions CHF pour 1 ₣ = 1.54 CHF, resp. 2.97 CHF par action de la Société).

Généralités: La société Ensys AG, dont le siège est à Francfort-sur-le-Main, vend du courant électrique à des groupes de clients répartis dans tout le pays. En mai 2000, EIC a acquis une participation de 44,6% dans Ensys pour un total de 2,3 millions ₣. Cette société cible s'est développée entre-temps de manière satisfaisante. Le conseil d'administration estime que la réalisation de cette participation permettrait en principe de dégager un gain en capital. Une réévaluation de cette participation est actuellement à l'étude.

Scénario de réalisation: Les quatre actionnaires d'Ensys AG examinent actuellement les stratégies de désinvestissement possibles. Un accord en commun entre les actionnaires susmentionnés pourrait influencer positivement la valeur de la réalisation de la participation dans la mesure où une prime de contrôle serait offerte et où de nouveaux groupes d'acheteurs – en particulier des entreprises d'approvisionnement en énergie – pourraient être approchés. Le produit de liquidation pourrait donc se révéler supérieur à l'estimation ci-après. Le projet prévoit de finaliser une cession d'ici au printemps 2004.

Produit de réalisation EIC: 6,1 à 11,04 millions ₣ (9,4 à 17 millions CHF pour 1 ₣ = 1.54 CHF, resp. 6.15 à 11.13 CHF par action de la Société).

La limite inférieure du produit de réalisation prévu résulte de l'application d'un multiple EV / EBITDA de 5,7 (20% d'escompte sur la moyenne du secteur de 7,2) sur un EBITDA prévu de 2,4 millions d'euros pour l'exercice 2004. La limite supérieure est obtenue par une analyse du flux annuel de trésorerie (discounted free cash flow analyse) basée sur les principales hypothèses suivantes:

- Coûts des fonds propres: 15%
- Croissance jusqu'en 2007:
  - Croissance du carnet de commandes: 38% p.a.
  - Croissance des frais fixes: 14% p.a.
  - Marge brute constante
- Croissance du bénéfice jusqu'en 2007: 3,5% p.a.

Vu la marche actuelle des affaires, le produit de réalisation prévu – même sa limite supérieure – n'est pas irréaliste, comme le montre la sélection suivante de chiffres-clés (cumul à cette date):

au	<u>12/01</u> (12 mois)	<u>12/02</u> (12 mois)	<u>7/03</u> (7 mois)
• Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	3408	7689	18 177
• Frais fixes (milliers d'euros)	1364	1542	1117
• EBIT (milliers d'euros)	- 859	- 604	+ 678
• Carnet de commandes (annualisé):			
– Vente (GWh)	67	288	407
– CA calculé (milliers d'euros)	5738	24 697	34 555

Risques particuliers: L'évaluation du produit de réalisation d'Enslys est basée sur les facteurs généraux susmentionnés, ainsi que, notamment, sur les hypothèses suivantes, lesquelles peuvent se révéler erronées par la suite: (i) collaboration entre EIC, les autres actionnaires et la direction en ce qui concerne les stratégies de désinvestissement (la procédure de cession); (ii) gestion des risques prudente par la direction d'Enslys; (iii) aucune nouvelle intervention étatique défavorable sur le marché allemand de l'énergie; (iv) cours du change de 1.54 CHF / ¤.

b) *Termobahia Ltda. (www.termobahia.com)*

Fair value actuelle: 1,81 million USD (2,53 millions CHF pour 1 USD = 1.40 CHF, resp. 1.66 CHF par action de la Société).

Généralités: Termobahia est un producteur d'énergie indépendant (Independent Power Producer, «IPP») au Brésil. EIC en détient une participation de 2%. La production d'électricité de Termobahia s'élève à 190 MW et l'entreprise peut produire 350 tonnes de vapeur à l'heure. La totalité de l'énergie produite a été vendue pour une durée de 20 ans à Petrobras dans le cadre d'un contrat de conversion d'énergie (energy conversion contract, «ECC»). L'investissement d'EIC a été opéré en juillet 2000, essentiellement sous la forme d'un prêt en USD avec désistement de rang. Depuis juillet 2000, EIC a investi au total 1,35 million USD dans le projet. Des intérêts à concurrence de 0,45 million USD ont été versés à EIC pendant la construction. Compte tenu des intérêts cumulés, la valeur nominale du prêt avec désistement de rang atteindra 1,84 million USD à fin 2003 et générera un cash-flow mensuel de 27 000 USD environ pendant 20 ans.

Scénario de réalisation: La construction de la centrale électrique s'est terminée cette année. La mise en service devrait intervenir dans les semaines à venir. Les propriétaires (ABB Equity Ventures, Petrobras, Petros et EIC) et le constructeur de la centrale électrique (Alstom) sont sur le point de parvenir à un accord sur les modalités d'un désinvestissement. Le début de l'exploitation commerciale va de pair, après un délai de quatre mois, avec celui du service (mensuel) de la dette (constituée par le prêt avec désistement de rang). La mise en exploitation de la centrale a dissipé les incertitudes qui y étaient liées, ce qui devrait exercer une influence positive sur les possibilités de réaliser l'investissement. Le scénario le plus vraisemblable consiste à exercer le droit de sortie conjointe (tag along right) autorisant EIC à céder sa participation dans Termobahia en même temps qu'ABB en cas d'aliénation de sa propre participation. Or, ABB a entamé

il y a quelques mois des négociations en vue de vendre ses titres, de sorte qu'une cession d'ici mi-2004 semble réaliste.

Produit de réalisation EIC: 1,47 à 2,21 millions USD (2,06 à 3,09 millions CHF pour 1 USD = 1.40 CHF, resp. 1.35 à 2.02 CHF par action de la Société).

La fair value actuelle de l'investissement a été obtenue en calculant un taux d'escompte de 17,5% à partir du cash-flow fixé contractuellement. La capitalisation du taux d'intérêt se base sur le rendement du prêt Petrobas en USD, sur une prime liée au risque de manque de liquidité (d'illiquidité) ainsi que sur une prime pour risques spécifiques au projet. La marge du produit de réalisation reflète l'influence des différentes hypothèses sur les variables composant la capitalisation du taux d'intérêt.

Risques particuliers: L'évaluation du produit de réalisation de Termobahia est basée sur les facteurs généraux susmentionnés, ainsi que, notamment, sur les hypothèses suivantes, lesquelles peuvent se révéler erronées par la suite: (i) mise en service de la centrale en temps voulu; (ii) exécution des contrats; (iii) cours du change de 1.40 CHF / USD.

c) *Scandinavian Energy Finance Limited (www.energisystemsverige.se)*

Fair value actuelle: 48,2 millions SEK (8,19 millions CHF pour 1 SEK = 0.17 CHF, resp. 5.36 CHF par action de la Société).

Généralités: Scandinavian Energy Finance Ltd. («SEFL»), dont le siège est à Dublin, a été fondée en mars 2002 par EIC et US Energy Systems Inc. («USEY»). EIC détient 49% et USEY 51% des parts de la société. Depuis la fondation de SEFL, EIC et USEY ont investi au total 135 millions SEK. SEFL a financé EnergiSystem Sverige AB, dont le siège est à Täby, en Suède («ESS»), par le biais d'un prêt avec désistement de rang et d'emprunts convertibles (590 millions SEK jusqu'à présent). ESS et ses filiales exploitent six systèmes de chauffage à distance aux environs de Stockholm. SEFL et ESS ont contracté des emprunts pour un total de 664 millions SEK auprès d'une banque suédoise. Les conditions des contrats de prêt sont relativement favorables en termes de durée, de conditions de remboursement et de taux d'intérêt.

Les résultats de l'entreprise n'ont pas évolué conformément aux attentes.

- La performance technique des installations ne correspond pas aux hypothèses formées au moment de l'investissement. À la suite des résultats insatisfaisants, un nouveau management a été mis en place à la fin 2002. ESS prévoit que les problèmes techniques seront en majeure partie résolus au début de l'hiver 2003/2004.
- De plus, les contrats de fourniture de quatre systèmes de chauffage à distance n'ont pas pu être adaptés aux modifications des coûts, comme cela avait été prévu.

La couverture des coûts n'étant pas assurée dans quatre des six systèmes de chauffage à distance, ESS a déposé en justice le 28 août 2003 une demande de protection des créanciers pour les quatre filiales concernées. Le droit suédois est, sous certaines réserves, comparable dans ce domaine à la procédure définie au «Chapter 11» de la loi américaine en matière de faillites. ESS espère ainsi obtenir des

tarifs permettant de couvrir les coûts d'exploitation et négocier dans ce sens les termes des contrats de fourniture en question d'ici le début 2004.

Pour répondre aux besoins de liquidités à court terme, EIC et USEY ont libéré chacun un capital supplémentaire de 10 millions SEK. Il n'est pas exclu que, pour maintenir la valeur de leurs participations, EIC et USEY décident de consentir un nouvel investissement du même ordre de grandeur. Aucun engagement contractuel ne les y contraint.

**Scénario de réalisation:** Afin d'assurer un produit de réalisation convenable, le projet prévoit une cession intervenant à la mi-2005 environ. Sont considérés comme acquéreurs potentiels les entreprises scandinaves d'approvisionnement en énergie ou des investisseurs en capital-risque (private equity).

**Produit de réalisation EIC:** 0 à 60 millions SEK (0 à 10,2 millions CHF pour 1 SEK = 0.17 CHF, resp. 0 à 6.68 CHF par action de la Société).

L'issue de la procédure actuelle de protection des créanciers rend difficile l'évaluation du produit de réalisation. Une perte totale ne peut pas être exclue. À l'inverse, plusieurs systèmes de chauffage à distance d'ESS affichent un potentiel de croissance considérable. La fourchette du produit de réalisation prévisible se base sur les trois hypothèses suivantes:

- La procédure de protection des créanciers se solde par un échec: l'action auprès des autorités judiciaires ne débouche pas non plus sur un accord d'adaptation des tarifs avec les clients. Aucune solution ne permet de couvrir les coûts d'exploitation. Produit de réalisation: nul.
- La procédure de protection des créanciers se solde par un succès et
  - l'investissement – y compris les contrats de prêts (attractifs) de la banque suédoise – est cédé à des tiers. Le produit de réalisation (part EIC) peut alors atteindre jusqu'à 60 millions SEK (estimé sur la base des versements actualisés);
  - l'investissement – sans les contrats de prêts (attractifs) de la banque suédoise – est cédé à des tiers. Le produit de réalisation peut alors atteindre jusqu'à 40 millions SEK (estimé sur la base du multiple EV / EBITDA usuel pour de telles transactions en Scandinavie).

**Risques particuliers:** L'évaluation du produit de réalisation de SEFL est basée sur les facteurs généraux susmentionnés, ainsi que, notamment, sur les hypothèses suivantes, lesquelles peuvent se révéler erronées par la suite: (i) issue de la procédure de protection des créanciers; (ii) efficacité des mesures prises pour améliorer les performances techniques ; (iii) attitude des investisseurs (USEY, banques); (iv) cours du change de 0.17 CHF / SEK.

#### *d) Autres avoirs nets*

**Fair value actuelle:** 9,76 millions CHF, resp. 6.39 CHF par action de la Société

**Généralités:** Les autres avoirs se composent des postes suivants:

- EIC Energy Utility Fund
- Elektrizitäts-Gesellschaft Laufenburg AG («EGL»)

- Compagnie Vaudoise d'Électricité («CVE»)
- Actions propres (48 003 actions)
- Trésorerie, créanciers, débiteurs, régularisations

**Scénario de réalisation:** La majeure partie de ce groupe d'avoirs est investie dans le fonds EIC Energy Utility, un fonds de placement diversifié et ouvert de droit suisse. Les parts peuvent être remboursées à tout moment à leur valeur intrinsèque. EGL et CVE sont des titres cotés, mais pas très liquides. On peut donc s'attendre à ce que ces postes puissent être réalisés sans difficulté d'ici la prochaine assemblée générale.

**Produit de réalisation EIC:** 8,79 à 10,74 millions CHF, 5.75 à 7.03 CHF par action de la Société.

L'estimation du produit de réalisation se situe dans une fourchette de 10% de part et d'autre de la fair value, et les actions propres (au nombre de 48 003) ont été prises en compte à la valeur intrinsèque des autres avoirs. D'autre part, le scénario de produit de réalisation maximal tient compte d'un autre investissement concernant SEFL.

**Risques:** Ce groupe d'avoirs est en principe constitué, directement ou indirectement, de titres cotés en bourse, lesquels sont exposés, en plus des risques liés à l'exploitation des entreprises et à leurs secteurs d'activité, aux risques propres aux marchés des capitaux.

### 3.3 Coût de la liquidation

#### a) *Frais externes (sans gestion de fortune)*

Les frais fixes mensuels d'EIC Electricity sont estimés à 23 000 CHF et couvrent les postes suivants: comptabilité, révision, conseil d'administration, frais liés à la cotation en bourse, conseil juridique, assemblée générale, publications, déplacements et charges fiscales. En admettant que la liquidation soit menée à bien d'ici la mi-2005 (soit dans 22 mois) et qu'aucune charge extraordinaire n'intervienne entre-temps, la totalité des frais externes devrait être de l'ordre de 500 000 CHF.

#### b) *Frais résultant de la résiliation des contrats existants*

Le contrat de gestion de fortune actuel prévoit expressément qu'il peut être résilié si la Société est liquidée. Aucun frais particulier ni indemnité ne sont dus à ce titre. Indépendamment d'une liquidation éventuelle, le contrat de gestion de fortune peut être résilié par la Société pour la fin 2005.

#### c) *Frais de gestion de fortune*

Selon les dispositions du contrat de gestion de fortune conclu entre la Société et EIC Partners AG, la commission de gestion (management fee) ascende à 1,75% de la valeur nette d'inventaire (net asset value), en l'occurrence après déduction des investissements dans le fonds EIC Energy Utility. En tenant compte d'une diminution de la valeur nominale en été 2004 et d'une liquidation totale à la mi-2005, il faut s'attendre à un total des frais de gestion de fortune de l'ordre de 590 000 CHF. Ce montant est basé sur les hypothèses suivantes:

- Valeur nette d'inventaire (NAV) moyenne applicable jusqu'à fin juin 2004: env. 25 millions CHF
- Commission de gestion (management fee) jusqu'à fin juin 2004 (10 mois): env. 370 000 CHF



- Valeur nette d'inventaire (NAV) moyenne applicable de juillet 2004 à fin juin 2005: env. 12,5 millions CHF  
Commission de gestion (management fee) jusqu'à fin juin 2005 (12 mois): env. 220 000 CHF

#### d) Charges fiscales prévisibles

**Société** La cession des titres détenus dans le cadre de la liquidation prévue est soumise au droit de timbre fédéral de négociation. La Société jouit du statut de holding et n'est à ce titre pas soumise à l'impôt sur le bénéfice dans le canton de Genève. Compte tenu des reports de pertes enregistrés, aucun impôt fédéral direct ne devrait pouvoir être prélevé sur les bénéfices nets réalisés sur les opérations effectuées pendant la durée de la liquidation.

**Investisseurs** Impôt fédéral anticipé: l'impôt anticipé de 35% est perçu sur la différence entre le produit de la liquidation et la valeur nominale (10 CHF) des actions. L'impôt est retenu à la source par la Société ou par la banque mandatée. Les actionnaires domiciliés en Suisse ont en principe le droit d'en obtenir le remboursement. Les personnes domiciliées à l'étranger peuvent récupérer l'impôt anticipé conformément, le cas échéant, à la convention de double imposition applicable.

Impôt sur le revenu: les explications suivantes concernent les investisseurs dont le domicile fiscal se trouve en Suisse et font référence à l'impôt fédéral direct. D'ordinaire, la pratique en matière d'impôts cantonaux et communaux suit celle applicable à l'impôt fédéral direct.

**Actions en fortune privée:** La différence entre le produit de la liquidation et la valeur nominale des actions (10 CHF) est soumise à l'impôt sur le revenu.

**Actions en fortune commerciale:** La différence entre le produit de la liquidation et la valeur comptable déterminante pour l'imposition est soumise à l'impôt sur le bénéfice.

Les présentes indications ne sont que sommaires. De plus, la situation juridique et la pratique peuvent changer d'ici l'achèvement de la liquidation prévue. Les investisseurs, tout particulièrement ceux dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger, sont encouragés à étudier avec un expert fiscal qualifié les incidences fiscales que pourraient avoir pour eux la liquidation prévue.

### 3.4 Résumé

Le tableau ci-dessous fournit, d'une manière schématique, une vision d'ensemble des prévisions liées au produit de la liquidation prévue. Il montre que le prix proposé par l'offre publique d'acquisition, soit 12.87 CHF, se situe à la limite inférieure du produit prévisible.

	NAV actuelle (CHF/action)	Produit prévisible (KCHF)		Produit prévisible (CHF/action)	
		Min.	Max.	Min.	Max.
Termobahia	1.66	2 060	3 091	1.35	2.02
Ensys	2.97	9 396	17 000	6.15	11.13
SEFL	5.36	0	10 200	0.00	6.68
Autres avoirs nets	6.33	7 818	10 119	5.12	6.62

Valeur nette d'inventaire (NAV)	16.32		
Frais externes		-500	-0.33
Frais de gestion de fortune		-590	-0.39
Produit de liquidation avant impôts		11.90	25.73

#### 4. Conflits d'intérêts

Deux membres actuels du conseil d'administration possèdent une participation – directe pour M. Peter Giller et indirecte pour M. Guillaume Pictet – dans la société chargée de la gestion de fortune de la Société.

Aucun conflit d'intérêt n'apparaît en rapport avec l'offre d'achat dans la mesure où le contrat de gestion de fortune entre EIC Partners AG et la Société est résiliable au plus tôt à la fin 2005. D'ici là, la liquidation de la Société prévue par le conseil d'administration devrait avoir été finalisée.

La liquidation de la Société proposée par le conseil d'administration n'est liée à aucun versement particulier au gestionnaire de fortune. La commission de gestion dépend de la valeur du patrimoine net de la Société. Cette valeur sera réduite lors de la diminution de capital prévue pour 2004.

#### 5. Intentions des actionnaires détenant plus de 5% des voix

Outre Alpine Select SA, les actionnaires suivants qui, selon les indications d'Alpine Select SA agissent ici de concert avec elles, détiennent plus de 5% des actions de la Société: Trinsic AG, Zoug, Fabrel AG, Hergiswil, et Bergman Industrial Holdings Ltd., Tortola. Pour plus de détails, prière de consulter l'offre publique d'acquisition et son avenant mentionnés au ch. 1. L'avenant comporte des renseignements sur les ayants droit économiques de ces actionnaires. Il n'est pas précisé si Fabrel AG et Bergmann Industrial Holdings Ltd. ont l'intention de céder leur participation à Alpine Select AG au prix proposé.

La Caisse de pension de la Confédération (Administration fédérale des finances, Berne) est un autre actionnaire connu de la Société et détenant plus de 5% de ses actions. L'attitude de l'Administration fédérale des finances à l'égard de l'offre publique d'acquisition n'a pas été portée à la connaissance du conseil d'administration.

Genève, le 4 septembre 2003

EIC Electricity SA

Pour le conseil d'administration:

Peter Giller      Markus Ruffner